



Cahiers de la Méditerranée

79 | 2009
Les Morisques

Les morisques d'Aragon : un enjeu dans la lutte pour le pouvoir

Fausto Garasa



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4922>
ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2009
Pagination : 195-221
ISBN : 2914561490
ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Fausto Garasa, « Les morisques d'Aragon : un enjeu dans la lutte pour le pouvoir », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 79 | 2009, mis en ligne le 16 juin 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4922>

© Tous droits réservés

Les morisques d'Aragon : un enjeu dans la lutte pour le pouvoir

Fausto GARASA

Dans l'Aragon moderne, les luttes de pouvoir entre noblesse, Inquisition et monarchie résultaient le plus souvent de la confrontation entre un système politique, économique et social hérité du Moyen Âge et l'affirmation d'un pouvoir royal tendant à l'absolutisme.

Les *fueros*¹, et plus généralement les particularismes du royaume d'Aragon, constituaient un rempart pour les seigneurs de morisques. Un rempart bien fragile qui, sous les coups de boutoir de l'Inquisition et du pouvoir royal, finit par céder.

L'Inquisition, quant à elle, dut affronter les obstacles posés par les spécificités politico-sociales aragonaises pour affirmer son autorité, tout en jouant son rôle d'instrument de la politique royale.

Par leur condition de vassaux de la noblesse terrienne, l'immense majorité des morisques aragonais était au centre des conflits. Ils étaient en effet à la fois soutien de leur maître, importante source de revenus pour une Inquisition qui était un des piliers du pouvoir royal et problème national dont la dimension politique et religieuse exigeait une prise de position tranchée de la part du pouvoir royal. Parallèlement et tardivement, une « aristocratie » morisque puissante et influente se transformait en victime expiatoire d'un processus politique auquel elle ne pouvait échapper.

Dans notre étude, nous tenterons de montrer, au-delà des réalités socio-religieuses, l'imbrication des facteurs politiques et financiers qui firent de ces morisques ou « nouveaux-chrétiens » un enjeu et, à leur corps défendant, une source de conflits.

Pour cela, nous aborderons tout d'abord le contexte politique de ces temps troublés, posant ainsi notre problématique. Nous évoquerons ensuite successivement la place des morisques au sein d'un système politico-social hérité du Moyen Âge, la communauté morisque en tant qu'enjeu politique et financier dans la lutte pour le pouvoir, l'Inquisition aragonaise et son désir d'exister face à l'opposant, la politique étatique et la répression inquisitoriale, et nous conclurons par l'expulsion des morisques et la victoire du diktat royal.

1. En Aragon, le mot *fuego* ne signifiait pas exactement privilèges ou fors, mais lois à caractère général.

Contexte politique

Au ^{xvi}^e siècle, le royaume d'Aragon présentait encore sur les plans politique et administratif des singularités marquées qui firent dire au poète et chroniqueur Lupercio Leonardo de Argensola que « les lois de ce royaume ne ressemblent pas à celles des autres »². L'administration du royaume reposait non pas sur un absolutisme monarchique, mais sur une politique du pacte qui liait les quatre ordres³ représentés aux Cortès (sortes d'états généraux) et le roi. Le chroniqueur officiel du royaume d'Aragon, Jerónimo Martel (1597-1608), se complaisait du reste à montrer « la différence qu'il y a entre les Cortès d'Aragon et celles des autres royaumes »⁴, où « il est nécessaire que le bon plaisir du Roi soit en accord avec tous ceux qui interviennent aux Cortès, sans qu'il manque un seul vote »⁵. Depuis le ^{xiii}^e siècle, les *fueros* étaient, quant à eux, promulgués à la demande de ces mêmes Cortès, ou avec leur accord, « après mûre réflexion et accord général », selon un chroniqueur castillan du ^{xvii}^e siècle⁶. Outre leur caractère consultatif, lesdites Cortès jouaient un rôle législatif et politique tout comme la *Diputación General del Reino* qui en était l'émanation⁷.

Le royaume d'Aragon était par ailleurs une des composantes de la Couronne d'Aragon, construction politique fondée sur une union dynastique qui réunissait divers royaumes, comtés et domaines dans le respect de leurs différences. En son sein, le royaume d'Aragon conservait, comme la Catalogne et le royaume de Valence, sa propre personnalité, son propre régime juridique, sa propre administration et ses propres frontières. Le roi constituait un lien entre toutes ces composantes qu'il conviendrait sans doute d'assimiler à un patrimoine dynastique. La

2. Lupercio Leonardo de Argensola, *Información de los sucesos del Reino de Aragón en los años de 1590 y 1591 : en que se advierte los yerros de algunos autores*, Madrid, Imprenta Real, 1808, p. 2 : « las leyes deste reyno no se parecen a las de otros ». Cet ouvrage réalisé dans le premier tiers du ^{xvii}^e siècle fut d'emblée censuré et ne put être publié qu'en 1808.
3. Les *ricoshombrs* (haute noblesse), les *infanzones* et *caballeros* (petite noblesse), le clergé et les *universidades* (villes et communautés de villages).
4. Jerónimo Martel, *Forma de celebrar Cortes en Aragón*, Çaragoça, Diego Dormer, 1641, p. 2 : « la diferencia que ay de las Cortes de Aragon à las de otros Reinos ».
5. *Ibid.* : « es necessario que concuerde la voluntad del Rey con todos los que intervienen en Cortes, sin que falte un solo voto ».
6. Gonzalo de Céspedes y Meneses, *Historia apologética en los sucesos del reyno de Aragón y su ciudad de Çaragoça, Años de 91 y 92 y relaciones fieles de la verdad, que hasta aora manzillaron diversos escritores*, Edición facsímil, Valladolid, Editorial Maxtor, 2005, p. 12 : « con maduro juicio y deliberacion general ».
7. Chargée dans un premier temps d'appliquer les décisions d'ordre fiscal prises par les Cortès et notamment de percevoir et de gérer les *generalidades*, elle finit par devenir indépendante de ces dernières. Ses pouvoirs s'accrurent et elle acquit notamment la capacité de contrôler le *Justicia de Aragón* à travers la nomination de ses lieutenants, de convoquer et de réunir les représentants des quatre ordres, devenant même le porte-parole des élites sociales. Cette institution se considérait de surcroît comme le défenseur des *fueros* et des libertés du royaume et prétendait agir « au nom et en représentation de tout le royaume » (José Ángel Sesma ; José Antonio Armillas, *La Diputación de Aragón*, Col. Aragón, Cerca, n° 5, Zaragoza, Ediciones Oroel, 1991, p. 47 : « en nombre y voz de todo el regno »).

gestion de ce dernier impliquait négociations et pactes entre le souverain et les castes dominantes et un interventionnisme politique des Cortès et d'institutions comme la *Diputación General del Reino*.

L'union dynastique qu'impliqua au xv^e siècle le mariage des Rois Catholiques ne fut qu'une reproduction, à plus grande échelle, de la construction politique qui avait présidé à la naissance de la Couronne d'Aragon. Cependant, au cours du xvi^e siècle et tout particulièrement sous Philippe II, la nécessité de contrôler un ensemble de territoires hétérogènes, beaucoup plus étendu qu'au siècle précédent, et la volonté de créer un État moderne en accord avec son temps, passèrent par un renforcement et une affirmation du pouvoir royal face à la diversité, face aux « libertés » locales et aux intérêts particuliers. Cette montée en puissance de l'absolutisme, déjà perceptible sous Ferdinand II, fut ressentie dans le royaume d'Aragon comme une « castillanisation » du pouvoir qui s'en prenait au système politico-social en place. Face au diktat royal, la résistance des élites aragonaises et de ses institutions représentatives fut considérable.

L'Inquisition moderne, instrument de l'absolutisme naissant et grand pourfendeur des morisques au cours du xvi^e siècle, fut dès son installation en Aragon en 1484 perçue comme un élément perturbateur capable d'altérer les normes régissant le royaume et de faire fi des *fueros* séculaires. Cet organisme censorial et répressif par excellence fut clairement rejeté par les Aragonais dans la mesure où il était une institution étrangère imposée. Le *Justicia de Aragón* ou *Justicia Mayor del Reino* (Grand Juge d'Aragon, haut magistrat garant notamment des *fueros*), les Cortès d'Aragon, la *Diputación General del Reino* et la noblesse manifestèrent très tôt leur hostilité à l'égard du tribunal, et le premier inquisiteur d'Aragon, Pedro de Arbués, fut même assassiné à Saragosse le 14 septembre 1485⁸.

L'opposition de la *Diputación General del Reino* à la volonté du Prince se manifesta déjà sous Ferdinand II. Face à la menace inquisitoriale, elle multiplia les réunions de 1484 à 1486 et envoya suppliques, messages et ambassades au roi et au Pape, qui furent autant de protestations contre la présence du tribunal. Elle tenta de porter l'affaire devant le *Justicia de Aragón* et fit toute une campagne contre le tribunal de l'Inquisition au nom du royaume. Ses efforts furent vains. Divers accords signés en 1512, 1518 et 1568 par la *Diputación General del Reino* et les autorités inquisitoriales pour que celles-ci n'intervinssent pas dans les domaines réglementés par les *fueros* restèrent lettre morte.

Face à l'Inquisition, la noblesse *fuerista*⁹ défendit ses intérêts, se faisant notamment le porte-parole des seigneurs de morisques dont la juridiction et les droits étaient bafoués par une Inquisition enfermée dans une logique répressive à l'égard de ces « nouveaux chrétiens ». Ces conflits d'intérêt, perceptibles dès les Cortès de 1528, se doublaient d'une lutte pour le pouvoir dont le morisque était un des principaux enjeux.

8. Ce crime fut, il est vrai, attribué à des juifs aragonais convertis au catholicisme.

9. Noblesse aragonaise qui défendait les *fueros* et les particularités locales face à la montée de l'absolutisme.

Les vassaux morisques au centre d'un système politico-social hérité du Moyen Âge

L'Aragon moderne du xvi^e siècle se caractérisait encore par une fragmentation des pouvoirs politique et socio-économique d'origine médiévale. Ces pouvoirs étaient exercés par des structures en concurrence et autonomes à l'égard du pouvoir central : les villes¹⁰, les seigneuries royales, ecclésiastiques ou laïques, c'est-à-dire dépendant du roi, du clergé ou de la noblesse terrienne. Celle-ci jouissait d'une grande impunité sur ses domaines, pouvait y administrer la justice comme elle l'entendait sans que le roi ou un autre pouvoir concurrentiel pût intervenir. Elle pouvait parfaitement accueillir et protéger sur ses terres toute personne recherchée par la justice, bandits de grands chemins y compris. Ainsi, en 1547, une lettre du vice-roi d'Aragon mettait en exergue l'impossibilité d'arrêter la canaille qui s'était réfugiée dans le comté de Ribagorce, dans la mesure où dans un domaine à juridiction seigneuriale « les représentants du roi ne peuvent pas y entrer »¹¹. C'est aussi ce que laisse entendre en 1588 le notaire aragonais Baltasar Royo lorsqu'il affirme que cette année-là « le Juge Suprême d'Aragon était sorti de Saragosse avec 6 000 soldats pour poursuivre ledit Lupercio Latrás et avait dépensé plus de 40 000 ducats, mais que, à cause de la grande dépense de l'expédition et du peu de résultats obtenus, le royaume lui avait donné l'ordre de rentrer »¹². Ce bandit notoire qu'était Lupercio Latrás bénéficiait de la sympathie et de l'appui d'une partie des nobles *fueristas* souverains sur leurs terres.

Il va de soi que les droits et juridictions féodaux pouvaient aussi soustraire les morisques et leurs comparses à la justice royale. Ainsi, en 1538, les meurtriers d'un alguazil du tribunal de Saragosse et des hommes qui l'accompagnaient lors du transfert d'un morisque purent se réfugier sur les terres des seigneurs locaux¹³.

10. Dans bon nombre de cas, elles dépendaient directement du roi, mais avaient acquis une grande autonomie au cours du temps, choisissant leurs jurats et autres responsables municipaux par le système de la *insaculación* (système d'élection par tirage au sort). À travers leur conseil et leur représentation au sein des Cortès et de la *Diputación General del Reino*, elles jouaient un rôle politique non négligeable. Saragosse, qui était de loin la ville la plus importante du royaume, jouissait d'un grand pouvoir politique et juridictionnel. Centre administratif et commercial, elle brillait aussi par son importance économique et démographique (elle comptait en 1495 environ 3 968 feux, soit environ 20 000 habitants après application d'un coefficient 5, alors que Calatayud, la deuxième ville du royaume, n'en comptait que 1 027, soit à peu près 5 000 âmes). De 1495 à 1548, la population de Saragosse s'accrut d'environ 25 %, ce qui correspondait à un des accroissements démographiques les plus importants du royaume : selon les estimations de Eliseo Serrano Martín, « Aragón moderno », dans Eloy Fernández Clemente (dir.), *Historia de Aragón*, Zaragoza, La Esfera de los Libros, 2008, p. 405 et 407.

11. Archivo General de Simancas (AGS), *Carta del Virrey de Aragón*, 3-IV-1547, Estado, leg. 300 : « no pueden entrar oficiales reales ».

12. Archivo Municipal de Alcañiz (AMA), *Baltasar Royo*, Protocolos Notariales, f. 946 : « salió de Çaragoça el Justicia de Aragón con seis mil de dichos soldados para perseguir a dicho Lupercio Latrás y gastó más de mil quarenta mil ducados. Y por el mucho gasto que hacía y el poco fruto que de su salud se aguardava, el reino le mandó volver » ; José Antonio Mateos Royo, « Relación de Sucesos y literatura de pronósticos : Baltasar Royo y las alteraciones de Aragón de 1588 », *Espacio, Tiempo y Forma, Serie IV, Historia Moderna*, n° 13, 2000, p. 384.

13. Jacqueline Fournel-Guérin, « L'Inquisition de Saragosse », dans *Les morisques et l'Inquisition*,

L'indépendance juridictionnelle et le pouvoir de la noblesse terrienne n'avaient pourtant pas que des avantages pour les vassaux morisques. En effet, ils dépendaient personnellement de leurs maîtres, lesquels avaient droit de vie ou de mort sur leurs vassaux¹⁴. Ces « nouveaux chrétiens » n'étaient pas représentés au sein des organes de pouvoir du royaume et étaient théoriquement exclus de la protection offerte par les *fueros* d'Aragon. Leur dépendance juridictionnelle à l'égard du seigneur s'accompagnait d'importants devoirs et servitudes économiques.

Que les vassaux fussent propriétaires de leurs terres et de leurs maisons – comme ce fut le cas à Letux¹⁵ – ou pas (cas le plus fréquent), ils étaient soumis aux seigneurs qui en usaient dans certains cas comme force de travail bon marché, certaines corvées et servitudes, notables résidus moyenâgeux, n'ayant pas totalement disparu. Leurs maîtres prélevaient une part importante de leurs récoltes (jusqu'à un tiers de la récolte en zone irriguée et le cinquième en terres non irriguées) et percevaient des impôts divers en nature ou en espèces comme la *alguaquela*, impôt typiquement morisque qui correspondait à un vingt-quatrième des récoltes, la *fadiga*, droit de préemption sur les terres vendues par les vassaux ou le *loismo* payé au seigneur lorsque ce dernier n'avait pas recours à la *fadiga*. Les vassaux morisques devaient par ailleurs verser des droits de pâture et payer des droits pour l'utilisation des fours et moulins du seigneur. Servitudes, redevances et impôts pouvaient varier quant à leur nature et leur importance selon les domaines ou les localités.

Les seigneuries laïques étaient celles qui traditionnellement offraient aux morisques les conditions de vie et d'exploitation les plus dures. Elles représentaient 54,43 % de la superficie du royaume, si l'on s'en tient aux données contenues dans *Itinerario del Reino de Aragón* (carnet de voyage du chroniqueur portugais Ioaõ Baptista Lavanha réalisé entre 1610 et 1611¹⁶) et reprises par l'historien espagnol Eliseo Serrano Martín¹⁷. Bien qu'il existât une « aristocratie » morisque riche et puissante vivant généralement en milieu urbain, de riches marchands, des notaires et même des fonctionnaires et des militaires¹⁸ parmi les « nouveaux chrétiens », la majorité d'entre eux relevaient du régime seigneurial et vivaient, comme les autres Aragonais, essentiellement en zone rurale sur les riches terres irriguées de la vallée de l'Èbre et des vallées de ses affluents méridionaux¹⁹. Leur soumission, leur force de travail et leur forte contribution financière en faisaient

Louis Cardaillac (dir.), Paris, Publisud, 1990, p. 181.

14. Les cas d'exécutions de vassaux ne furent pas rares.

15. C'est du moins ce que révèle la section *Protocolos* (registre authentique) de l'Archivo Histórico Provincial de Zaragoza (AHPZ).

16. Ioaõ Baptista Lavaña, Cosmographo et Chronista mor d'Portugal : *Itinerario do Reyno de Aragao. Adonde andou os ultimos meses do Anno de 1610. Et od primeyros do Seguinte d'1611*. Copie de la Real Sociedad Económica Aragonesa de Amigos del País.

17. E. Serrano Martín, « Aragón moderno », art. cit., p. 400.

18. J. Fournel-Guérin a déterminé à partir de 868 cas mentionnés dans les sources inquisitoriales que 6 % de ces morisques travaillaient dans le commerce et que 3 % étaient fonctionnaires ou militaires. J. Fournel-Guérin, art. cit., Tableau XIX, p. 173.

19. Il faut ajouter quelques noyaux morisques à l'ouest de Calatayud, au sud de l'Aragon dans les zones d'Albarracín et de Teruel, ainsi qu'à l'ouest, à l'est et au sud de Huesca.

les piliers d'un système archaïque, mais encore bien présent, fondement du prestige et du pouvoir socio-économique et politique de cette aristocratie terrienne. Dans de telles circonstances, rien d'étonnant à ce que cette noblesse ait toujours refusé de céder face aux exigences des vassaux morisques désireux de bénéficier de l'allègement des charges qu'aurait justifié leur condition de « nouveaux chrétiens ». Préserver la marginalité morisque et ignorer sagement toute possibilité d'intégration, n'était-ce pas le meilleur moyen de préserver ses privilèges ?

La communauté morisque : un enjeu politique et financier

L'Inquisition, comme les seigneurs de morisques, tirait une bonne partie de ses ressources financières des « nouveaux chrétiens ». Après la conversion forcée des morisques aragonais de 1525-1526, les amendes et peines financières représentèrent une importante partie des rentrées d'argent que le Saint-Office versait au trésor royal, lequel se chargeait à son tour de financer l'Inquisition. La *Concordia* (accord) signée en janvier 1526 et approuvée par les Cortès de Monzón de 1528²⁰ promettait une politique culturelle respectueuse de l'identité morisque pendant dix ans. De surcroît, sous la pression des morisques et de leurs seigneurs, qui se rendaient compte que leurs intérêts économiques étaient en jeu, les autorités décrétèrent que durant une période de quarante ans l'Inquisition ne poursuivrait pas les « nouveaux chrétiens » pour des affaires bénignes. En 1534, le roi interdit même la confiscation des biens des morisques. Il semble pourtant que l'Inquisition ne se privât pas de confisquer leurs biens, allant de surcroît à l'encontre des *fueros* qui déterminaient que les confiscations pour délit d'hérésie devaient, dans le cas des vassaux morisques, revenir à leurs seigneurs. Ainsi, le comte de Belchite, qui était en procès avec l'Inquisition, écrivait en 1552 que tous les biens de sa bonne ville de Híjar confisqués « pour crime d'hérésie ou pour tout autre crime m'appartiennent par for des Cortès »²¹.

À partir des années cinquante, l'enjeu financier que représentait le morisque se précisa. En effet, ce fut alors que chaque tribunal inquisitorial devint financièrement autonome, le financement étatique ne suffisant pas à subvenir à ses besoins. L'autonomie financière de l'Inquisition de Saragosse, dans un royaume où la communauté morisque était considérable²², supposait que cette dernière en ferait les frais. Il fallait bien subvenir aux besoins de toute une infrastructure, de toute une organisation amenée à quadriller le vaste territoire dont elle avait la charge.

Les intérêts financiers se mêlèrent très rapidement aux intérêts politiques, dans la lutte pour le pouvoir qui opposait la noblesse terrienne au Saint-Office. Cette aristocratie, appuyée par les députés qui la représentaient et voyaient d'un

20. Archivo Histórico Nacional (AHN), Inquisición (Inq.), libro (lib.) 320, f. 183.

21. AHN, Inq., lib. 961, f. 209v. : « por cualquier crimen de herejía como otro cualquiera me pertenecen por fuero de Cortes ».

22. Les spécialistes du monde morisque s'accordent à penser, en s'appuyant notamment sur le recensement des morisques du marquis d'Aytona de 1610, que ces derniers représentaient alors 15 à 20 % de la population aragonaise.

mauvais œil les interventions intempestives du Saint-Office dans les affaires du royaume, tenta de trouver un compromis qui lui permettrait de préserver une partie de son pouvoir juridictionnel et économique mis à mal par les confiscations de biens et les peines financières de l'Inquisition. Ces exactions et pénalités ruinaient les familles morisques – qui étaient par ailleurs les principaux contribuables des seigneurs – et/ou les incitaient à abandonner les domaines dont elles dépendaient pour se réfugier dans le royaume de Valence où les conditions de vie étaient alors meilleures²³.

En 1553-1554, à une époque où la répression contre les morisques prenait de l'ampleur en Aragon²⁴, la noblesse négocia avec le Saint-Office un accord. Cet arrangement aurait, entre autre, permis aux seigneurs, en échange de l'abandon des confiscations de biens et d'une modération dans l'imposition de peines financières, de gérer une somme conséquente qu'ils auraient versée chaque année au Saint-Office et dont ils se seraient remboursés auprès de leurs vassaux. Finalement, on s'achemina vers l'accord de 1555, qui faisait fi de nombreuses exigences de la noblesse (origine aragonaise requise pour les employés du Saint-Office, restrictions apportées aux interrogatoires, gestion de la somme annuelle à verser à l'Inquisition) et déterminait que la somme annuelle de 35 000 *sueudos* (sous) de Jaca serait versée directement par les morisques au Saint-Office²⁵. Le versement de cette somme qui se faisait en deux temps (pour la nativité et la Saint-Jean) était garanti par une noblesse aragonaise dont les composantes furent loin d'être unanimes au moment de passer l'accord²⁶, ce qui révélait une division qui allait se préciser par la suite face au diktat royal.

En terres d'Aragon l'importance de la manne morisque n'était pas négligeable. Entre 1540 et 1554, 73,59 % des personnes ayant participé aux autodafés de Saragosse étaient des « nouveaux chrétiens »²⁷. De 1561 à 1610, 69,43 % des causes de foi hors temps de grâce concernaient des morisques²⁸. Enfin, selon les calculs de María Carmen Ansón Calvo, entre 1560 et 1614 (période qui inclut l'après-expulsion), 56,53 % des personnes jugées par le Tribunal de Saragosse étaient des « nouveaux chrétiens »²⁹. Les conséquences financières de l'expulsion de ces derniers en 1610 ne laissent aucun doute quant à l'enjeu financier qu'ils représentaient. Suite à cette expulsion, les pertes estimées par le tribunal de Saragosse pour la période 1612-1615 par rapport à la période 1605-1608 s'élevaient à 53 % des recettes (droits sur les morisques, amendes et participations des « nouveaux chrétiens » aux cens

23. AHN, Inq., legajo (leg.) 1808-10, f. 11 ; José Martínez Millán, Jean-Pierre Dedieu, « Les morisques et les finances inquisitoriales », dans *Les morisques et l'Inquisition*, op. cit., p. 133, 147 (note n° 10).

24. Selon les chiffres donnés par J. Fournel-Guérin, art. cit., Tableau XX, p. 182.

25. AHN, Inq., leg. 1808, 4525.

26. Si bon nombre de nobles à l'image du Comte de Fuentes acceptèrent de bon gré ce compromis, tel ne fut pas le cas du seigneur de Bureta, *fuerrista* convaincu, ou des comtes d'Aranda et de Ribagorce.

27. D'après les chiffres donnés par E. Serrano Martín, « Aragón moderno », art. cit., p. 513.

28. D'après les chiffres donnés par J. Fournel-Guérin, art. cit., Tableau XX, p. 182.

29. Carmen Ansón Calvo, « Gaspar Zaydejos : destacado morisco aragonés », *Turiasco XVI*, n° 16, 2001-2002, p. 252-253.

compris)³⁰. Un document de 1615 publié par Joan Reglà³¹ montre que le manque à gagner du Tribunal de Saragosse (droits sur les morisques, amendes, pénitences et condamnations pour port d'armes) était alors encore estimé à 43 593 réaux.

Bien que le morisque eût à l'époque la réputation d'être pauvre, l'enjeu financier qu'il représentait transparaît çà et là dans la documentation liée à l'activité inquisitoriale. Ainsi, aux Cortès de Monzón de 1563-1564, les représentants du royaume déclaraient que l'Inquisition, sans qu'il y eût délit contre la foi, infligeait aux vassaux « des peines pécuniaires si grandes qu'elles ressemblent plus à des confiscations de leurs biens qu'à des condamnations juridiques »³². En 1589 un marchand fut condamné à payer une très forte somme pour port d'armes, mais surtout « parce qu'il est très riche »³³.

L'accord financier de 1555 était un compromis qui avait indubitablement assuré à la machine inquisitoriale des revenus conséquents et réguliers, quoique insuffisants, comme nous venons de le suggérer. En tout cas il n'avait nullement signifié un renoncement du Saint-Office à sa juridiction et à son activité répressive. Au-delà des impératifs financiers et dans un contexte clairement politique il avait dû, pour s'imposer et affirmer son autorité, affronter les hommes et les lois d'une terre rebelle.

Juridictions et luttes politiques

Les compétences du Saint-Office, initialement liées à la stricte lutte contre l'hérésie, s'étendirent aux délits de bigamie et de sorcellerie, à la lutte contre le blasphème, l'usure, la sodomie et même à la contrebande de chevaux dans la mesure où cette dernière permettait d'établir des liens avec le Béarn huguenot. Au cours du xvi^e siècle, le tribunal inquisitorial qui était le seul organisme à pouvoir agir sur l'ensemble des domaines royaux et était à ce titre l'instrument de la monarchie et de l'absolutisme, devint également instrument de censure et de contrôle social faisant ainsi fi des frontières et des juridictions locales. Ses interventions en Aragon allaient donc souvent à l'encontre des *fueros* du royaume, des libertés publiques locales et des intérêts d'une aristocratie qui jouait dans le royaume un rôle politique et social prédominant.

Les actions répressives du Saint-Office à l'égard des morisques étaient donc considérées par cette aristocratie comme une atteinte aux *fueros*, et à plus forte raison lorsque le motif des poursuites n'avait rien à voir avec la lutte contre l'hérésie. La poursuite de justiciables pour des raisons autres que « les délits de foi » était en effet sans cesse dénoncée par l'aristocratie, les Cortès et la *Diputación*

30. J. Martínez Millán, J.-P. Dedieu, art. cit., Tableau IX, p. 143. Les auteurs, après avoir étudié les comptes de l'Inquisition, suggèrent que la perte fut surévaluée par le Tribunal de Saragosse et qu'elle correspondrait plutôt à 48 % des recettes.

31. Archivo de la Corona de Aragón (ACA), Consejo de Aragón (CA), 221, V, 6 ; Joan Reglà, *Estudios sobre los moriscos*, Barcelona, Ariel, p. 190.

32. AHN, Inq., lib. 1213, f. 204 : « tan grandes penas pecunarias que pareçe más confiscaciones de sus bienes que condennaçiones jurídicas ».

33. AHN, Inq., lib. 989, f. 395v. : « porque es muy rico ».

General del Reino. En 1558, les ambassadeurs du royaume, Gerónimo Cabrero et Juan Agustín, avaient du reste pour instruction de s'opposer à la « Confiscation en Aragon en dehors du délit d'hérésie, et l'on doit en cela mettre toutes ses forces car c'est laisser les Inquisiteurs étendre grandement leur pouvoir en dehors de leur Office »³⁴.

Au-delà d'une atteinte aux *fueros*, les interventions inquisitoriales mettaient à mal les intérêts des seigneurs et des puissantes familles³⁵. C'est ce que montrent les Cortès de 1528, 1533, 1537 et 1542 qui donnèrent l'occasion à la noblesse de se plaindre au roi des abus de pouvoir du Saint-Office par le biais de *greujes* (doléances ou plaintes pour les torts que l'Inquisition causait à l'Aragon et à ses sujets). Parallèlement, la *Diputación General del Reino* continuait d'envoyer au nom du royaume et de ses intérêts diverses ambassades à la cour du roi, comme elle l'avait déjà fait à de multiples reprises sous Ferdinand II. Ces procédés, qui avaient pour but de contrarier les agissements du Saint-Office, de limiter son pouvoir ou de l'obliger à respecter ses engagements (cas de l'ambassade de 1551), semblent cependant avoir irrité Philippe II, mécontent de devoir affronter sans cesse ce type de tracasseries. Ainsi, dans une lettre adressée aux députés aragonais en 1565, il leur demandait, à propos d'un conflit qui les opposait à l'Inquisition, d'éviter d'envoyer des « ambassades à tout propos, car si lors du traitement de l'affaire on considère nécessaire la venue de quelqu'un, on vous écrira »³⁶.

Dans les conflits qui opposaient le Tribunal de Saragosse à la noblesse, le morisque, en tant que pilier d'une bonne partie de l'économie rurale, était souvent un enjeu de premier ordre. Les persécutions qu'il endurait mettaient en péril cette économie et touchaient de plein fouet les seigneurs de morisques tant sur le plan économique que politico-social. En effet, non seulement les pratiques inquisitoriales leur portaient préjudice financièrement, mais elles foulaient aussi aux pieds les libertés publiques aragonaises et constituaient de surcroît une grave atteinte à leur pouvoir juridictionnel. C'est ce que résument les inquisiteurs fort simplement, dans une réponse aux plaintes formulées par les représentants du royaume lors des Cortès de Monzón déjà citées : « dans leurs pays (les morisques) ne veulent ni Chancellerie ni Inquisition »³⁷.

Les intérêts des seigneurs coïncidaient avec ceux des « nouveaux chrétiens », ce qui supposait une certaine complicité ou connivence entre eux face à l'ennemi

34. Biblioteca nacional de España (BNE), Ms. 7791-7796, *Colección de papeles autógrafos unos y otros copias, de los sucesos de Aragón en los años 1558 a 1665*, t. I, f. 14v : « Confiscación en Aragón fuera del delito de Heregía, y en esto se ha de hazer gran fuerza pues es estender los Inquisidores su poder en grande manera fuera de su Officio » ; María Soledad Carrasco Urgoiti, *El problema morisco en Aragón al comienzo del reinado de Felipe II*, Col. Estudios de Hispanófila, n° 11, Madrid, Ed. Castalia, 1969, p. 95.

35. L'historien Gregorio Colás Latorre prétend, sans donner de date, que sept familles de la grande noblesse et trois de la moyenne noblesse contrôlaient un peu plus de la moitié des vassaux morisques d'Aragon (Gregorio Colás Latorre, « Los moriscos aragoneses y su expulsión », dans *Destierros Aragoneses. Judíos y moriscos*, Zaragoza, Institución Fernando El Católico, 1988, t. 1, p. 202).

36. AHN, Inq., lib. 1213, f. 267 : « embaxadas por todos respectos, porque quando en el discurso del negocio se viese ser necesario que venga alguno ya se hos scribirá ».

37. *Ibid.*, f. 216 : « en sus tierras no quieren chancillería ni Inquisición ».

que désignaient les circonstances. Nombreuses furent les accusations du Saint-Office envers cette noblesse terrienne supposée fermer les yeux sur les pratiques islamiques de ses administrés. Ainsi, en 1560, l'acte d'accusation contre Lope de Francia, procureur des seigneurs de morisques, stipule que ce dernier prit la défense de morisques « en ayant compris et en sachant »³⁸ qu'ils étaient hérétiques. Un autre document inquisitorial précise que, lorsqu'en 1558 le Turc menaça le littoral méditerranéen, les morisques avaient organisé des réjouissances et que « les seigneurs desdits convertis ne les avaient pas empêchés de faire lesdites joutes et n'avaient pas non plus manifesté quoi que ce soit à ce sujet »³⁹.

Pour les inquisiteurs, les seigneurs de morisques étaient avant tout un obstacle qui rendait bien difficile leur travail. Ils prétendaient agir au nom des libertés du royaume alors qu'ils agissaient pour leur propre compte ou celui de la minorité qu'ils représentaient. Ces nobles « par divers moyens et voies essaient d'enlever de leur domaines le Saint-Office de l'Inquisition »⁴⁰ et ne devraient pas « se cacher derrière le Royaume pour faire en son nom des libelles diffamatoires contre le Saint-Office »⁴¹. Là encore il s'agissait d'une lutte pour le pouvoir, l'Inquisition cherchant à imposer ses propres droits à juridiction et à préserver son autorité comme elle semblait le reconnaître en 1566 dans une réponse à divers placets émanant des députés aragonais :

Parce qu'il y a de nombreuses causes criminelles qui ne procèdent ni d'un délit d'hérésie ni d'un délit d'apostasie, pas plus qu'elles ne découlent de délits commis à l'endroit du personnel de l'Inquisition ou des familiers du Saint-Office, mais dont la connaissance relève de droit des Inquisiteurs, car il en va de la conservation dudit Saint-Office, de sa juridiction et de son autorité⁴².

Ce fut dans les années cinquante et plus précisément dans le cadre des affaires concernant Francés de Ariño, Lope de Francia⁴³ et Sebastián de Hervás que les luttes entre l'Inquisition et les seigneurs de morisques atteignirent leur paroxysme. À partir de 1550 Sebastián de Hervás fut en conflit avec la ville de Saragosse pour

38. AHN, Inq., leg. 1807-1, f. 28v. : « teniendo entendido y sabiendo ».

39. AHN, Inq., lib. 1213, f. 215v. : « los señores de dichos convertidos no les impidieron el hazer dichas justas ni hizieron demostración alguna sobrello ».

40. *Ibid.*, f. 215v, 216 : « por diversas vías y modos procuran de quitar de sus tierras el Sancto Officio de la Inquisición ».

41. *Ibid.*, f. 224 : « poner por escudo el Reyno para hazer en nombre dél libellos diffamatorios contra el Sancto Officio ».

42. *Ibid.*, f. 281 : « Porque muchas causas criminales ay que no descien den de delitos de heregía ni apostasía ni son cometidas en personas de los oficiales ni familiares del Sancto Officio, cuyo conocimiento de derecho pertenesce a los Inquisidores, por ser cosas muy necesarias para conservar el dicho Sancto Officio y su jurisdicción y auctoridad ».

43. Ces gentilshommes qui se prévalaient notamment du privilège de la *Manifestación* (il impliquait une incarcération dans la prison des *manifestados* de Saragosse et le traitement de l'affaire judiciaire correspondante dans le respect des *fueros* autochtones) tentèrent d'obtenir la libération de deux morisques enfermés dans les geôles du Saint-Office. Ils n'eurent pas gain de cause et furent même condamnés dans un premier temps à une amende de cent ducats et à un bannissement du royaume d'Aragon pour une durée de trois ans (sur ces épisodes voir María Soledad Carrasco Urgoiti, *op. cit.*, p. 61-69). L'Inquisition ne s'inclina pas devant les *fueros* et l'opposition noblesse / Inquisition refléta, comme il advenait en semblables cas, l'antagonisme royaume / monarchie.

une affaire de patrimoine qui se termina en bataille rangée et provoqua la mort d'un garde municipal. Saragosse en profita pour user du *Privilegio de Veinte*⁴⁴ et détruire les possessions de Sebastián de Hervás de Mozota et de Mezalocha, localités situées à quelques lieues de Saragosse. Les seigneurs de morisques et la noblesse *fuerista* dans son ensemble, sentant la menace que constituait pour eux le pouvoir qu'avait la ville de Saragosse sur ces questions⁴⁵, dénoncèrent les agissements des autorités municipales qui avaient « détruit et dévasté »⁴⁶ les terres et les constructions de Mozota et de Mezalocha. L'affaire Sebastián de Hervás fut soumise à la chancellerie du *Justicia de Aragón* qui émit une sentence défavorable à la ville de Saragosse. Celle-ci n'en fit pourtant pas cas. Le *Justicia de Aragón*, garant des *fueros*, accompagné de quelques nobles et de gens d'armes, qui étaient en majorité des morisques, entra dans Saragosse pour mettre la ville au pas. C'est alors (édit du 20 octobre 1558) que le Saint-Office interdit la réunion de morisques « de quelque façon que ce soit, avec ou sans armes »⁴⁷. En novembre 1559, l'Inquisition de Saragosse promulgua un second édit qui ordonnait la confiscation des armes à feu qui se trouvaient en possession des morisques. Il est vrai que ces édits intervenaient à une époque où des troupes turques venaient de débarquer à Minorque (1558) et où l'on craignait l'agitation morisque dans le Levant et dans la vallée de l'Èbre, mais il n'en est pas moins vrai que par le biais de ces dispositions et avec la bénédiction du pouvoir royal, le Saint-Office allait une nouvelle fois à l'encontre des défenseurs des *fueros* et contrecarrait indirectement leur entreprise. Nonobstant, ces édits, bien qu'ils fussent officiellement maintenus, ne furent pas réellement mis en pratique, l'opposition à leur application d'une noblesse terrienne liée à sa fidèle main-d'œuvre morisque étant trop forte⁴⁸.

Les morisques étaient le bras armé de leur seigneur et l'édit de désarmement provoqua une véritable levée de boucliers, non seulement parce qu'il représentait une atteinte à leurs privilèges, dans la mesure où « l'exercice de la juridiction, tant civile que criminelle, le pouvoir absolu et suprême appartient auxdits seigneurs

44. Le *Privilegio de Veinte* qui avait été accordé en 1129 à la ville de Saragosse impliquait certaines exemptions fiscales, donnait aux Saragossains des droits sur des territoires relativement étendus de la campagne environnante (droit de pêcher, de couper et de ramasser du bois, etc.) et leur accordait la prérogative d'être jugés uniquement dans leur ville. Le privilège permettait aussi d'appréhender toute personne ayant commis un délit ou un dommage à l'encontre de la ville ou de ses habitants, où qu'elle se trouvât, de la juger et de la châtier dans Saragosse, et enfin de détruire ses biens, qu'ils se trouvaient dans ou hors de la ville.

45. Archivo Municipal de Zaragoza (AMZ), leg. 17, lettre n° 19 : « pareciéndoles mal la potestad que la ciudad tiene para semejantes cosas y casos ».

46. *Ibid.* : « derribado y arruynado ».

47. AHN, leg. 1807-1, f. 54 : « con armas ni sin ellas en alguna manera ».

48. Deux autres édits de désarmement furent émis en 1575 et 1593. Celui de 1575 ne fut que partiellement mis en pratique. Seul celui de 1593 fut pleinement effectif dans la mesure où il fut le résultat d'une ferme imposition royale motivée par la guerre que Philippe II menait contre les protestants français, les stratagèmes d'un Antonio Pérez en exil et les attaques d'Henri le Béarnais. À propos dudit désarmement, frère Marcos de Guadalajara y Xavier, religieux et historien de l'ordre du Carmel, affirmait en 1613 : « [...] acordóse : que para que el negocio tuviera mejor suceso convenia que todo se hiciera á nombre del tribunal de la Inquisición [...] », dans Florencio Janer, *Condición social de los moriscos de España : causas de su expulsión, y consecuencias que ésta produjo en el orden, económico y político*, Barcelona, Editorial Alta Fulla, 1987, p. 157.

de vassaux»⁴⁹, mais aussi pour des raisons pratiques, parce que les morisques armés assuraient jusque-là la sécurité dans leurs domaines et permettaient, le cas échéant, de régler des conflits personnels⁵⁰.

L'Inquisition et le désir d'exister face à l'opposant

L'Inquisition se devait d'affirmer face à la noblesse terrienne et *fuerista* son autorité, et la lutte pour le pouvoir qu'une telle confrontation sous-entendait avait pour enjeu l'existence même de vassaux morisques dont la vie était régie par deux réalités contradictoires : un système socio-économique féodal et un absolutisme moderne dont l'Inquisition était l'un des vecteurs. Cependant, l'Inquisition n'était pas en la matière qu'un simple instrument du pouvoir royal. Comme toute organisation, aussi centralisée soit-elle, elle travaillait aussi pour elle-même et n'était pas aussi aveugle que l'on pourrait l'imaginer. Affirmer son autorité, c'était exister. Il est d'ailleurs intéressant de constater, en lisant les sources inquisitoriales, que certaines attaques tendant à mettre à mal cette autorité étaient traitées presque comme des affaires « personnelles » légitimant une répression qui avait bien peu de choses à voir avec la lutte contre l'hérésie. En 1563, les Cortès d'Aragon dénonçaient l'Inquisition qui faisait arrêter de nombreuses personnes « qui ne sont ni ont été hérétiques, les uns parce qu'ils se sont querellés avec des domestiques de familiers [...], d'autres pour dettes et pour des motifs futiles »⁵¹. L'esprit de corps semble en tout cas donner une âme à une Inquisition qui se considérait offensée. Les remarques stéréotypées qui présentent toute intervention contre le Saint-Office comme une atteinte à son honneur sont innombrables dans la documentation inquisitoriale. Le procureur du Conseil Suprême de l'Inquisition écrivait en 1560 que Francés de Ariño et Lope de Francia avaient prononcé « de nombreuses paroles impudentes et effrontées faisant outrage au Saint-Office »⁵². Outre les références aux intolérables atteintes à l'intégrité physique et morale du personnel du Tribunal de Saragosse contenues dans divers documents inquisitoriaux et la fréquente dénonciation des « libelles diffamatoires contre le Saint-Office »⁵³, le procès-verbal de l'autodafé de Saragosse du 20 octobre 1592 « sur les séditions et révoltes de ce Royaume et plus spécifiquement sur ceux qui ont manqué de respect aux inquisiteurs et à leur Tribunal »⁵⁴ est en la matière édifiant. Les émeutiers de 1591 étaient en partie condamnés parce qu'ils avaient proféré de

49. AHN, Inq., leg. 1807-1, f. 35 : « el ejercicio de la jurisdicción, assí civil como criminal, suprema y absoluta postestad es de los dichos señores de vasallos ».

50. *Ibid.*, f. 36.

51. AHN, Inq., lib. 1213, f. 204 : « que ni han sido, ni son hereges, a unos porque riñeron con criados de familiares [...], a otros por deudas y cosas livianas ».

52. AHN, Inq., leg. 1807-1, f. 35 : « muchas palabras feas y atrevidas en deshonor del Sancto Oficio ».

53. AHN, Inq., lib. 1213, f. 224 : « libellos diffamatorios contra el Sancto Oficio ».

54. AHPZ, *Auto de la Santa Inquisición de Zaragoza que se hizo en 20 de octubre de 1592*, Ms. 53, f. 187 et suivants : « sobre las sediciones y revueltas de aquel Reino y particularmente sobre aquellos que perdieron el respeto a los inquisidores y a su Tribunal » ; Manuel Gracia Rivas, *La invasión en Aragón en 1591 : una solución militar a las alteraciones del reino*, Zaragoza, Diputación General de Aragón, 1992, p. 305-317.

nombreuses injures contre les Inquisiteurs, récit des pasquins et fredonné des chansons satiriques sur le Saint-Office et son personnel⁵⁵.

Pour exister, l'Inquisition de Saragosse avait aussi tout intérêt à mettre en avant la vilenie et la bassesse de ceux qu'elle poursuivait, à les montrer sous leur plus mauvais jour, à accréditer la thèse des morisques irrécupérables pour la chrétienté, alors qu'elle faisait tout pour qu'il en fût ainsi. Dans le royaume d'Aragon il était bien entendu « de notoriété publique qu'ils vivaient [les morisques] comme des Maures de la Secte de Mahomet, c'est-à-dire comme avant qu'ils ne se convertissent à notre Sainte Foi catholique »⁵⁶.

Le Saint-Office instigateur et/ou porteur des craintes d'amples secteurs de la société chrétienne n'hésitait pas à faire de la surenchère pour affirmer son autorité. Ainsi, face aux protestations des Cortès formulées à Monzón (Cortès réunies en 1563-1564) contre les édits inquisitoriaux de désarmement des morisques et les atteintes du Saint-Office aux *fueros* d'Aragon et aux droits seigneuriaux⁵⁷, la réponse-justification des Inquisiteurs datée de 1565 mettait en exergue les dangers que représentait pour l'Espagne l'existence de morisques armés aux multiples relations et alliances. Le document précise en effet, qu'à l'insu des « vieux chrétiens » qui vivent « sans la moindre méfiance et sans la moindre protection », les convertis aragonais font passer clandestinement des armes dans le royaume de Valence et les exportent ensuite « en terres mahométanes », alors que dans le royaume d'Aragon « le grand commerce et les relations qu'entretiennent les morisques du royaume de Valence qui vivent sur le littoral » et les allées et venues de « nouveaux chrétiens » qui ont leurs entrées « en terres maures et turques », font craindre le pire⁵⁸.

Il y avait dans tout cela, il est vrai, un fond de vérité. Une population morisque rejetée et non intégrée devait être très consciente de ses particularités et le cas échéant hostile à une chrétienté qui ne lui laissait pas le choix. Les archives inquisitoriales mettent en tout cas sans cesse en exergue la résistance des morisques à l'action du Saint-Office. Ainsi, lors d'un interrogatoire, un individu déclare que les « nouveaux chrétiens » de Torrellas, bastion morisque situé près de Tarazona, prétendaient « que si l'on venait arrêter un de ceux qui bénéficiaient de

55. M. Gracia Rivas, *op. cit.*, p. 308-310 : « muchas y feas palabras contra el Santo Oficio e Inquisidores y Ministros » (...) « muy malas palabras y muy malsonantes contra los Inquisidores y sus Ministros » (...) « muchos pasquines y chanzonetas contra el Santo Oficio » (...) « con muy sucias y muchas palabras a los Inquisidores ».

56. AHN, Inq., leg. 1807-I, f. 28. Année 1560 : « público y notorio que biven como moros en la secta de Mahoma, como antes que se convirtiesen a nuestra Santa Fe cathólica ».

57. AHN, Inq., lib. 1213, f. 203-204 ; María Soledad Carrasco Urgoiti, *op. cit.*, p. 142.

58. AHN, Inq., lib. 1213, f. 215 ; María Soledad Carrasco Urgoiti, *op. cit.*, p. 148 : « [...] por estar dichos convertidos tan esparzidos y derramados, y los christianos viejos viven con tanto descuido y sin deffensa alguna ; y esto haze temer mucho mas y procurar su remedio con tiempo, por haber visto y entendido muchas vezes que los dichos convertidos hazen officio de pasar dichas armas, como son arcabuzes, pistoletes, escopetas y vallestas, con munitiones y aparejo para ellas, al Reyno de Valencia, y de allí las pasan a tierra de moros [...] Y haze tambien temer esto ver el mucho tracto y comunicacion que en dicho Reyno tienen los moriscos del Reyno de Valencia que viven en las costas de la mar, y que a bueltas dello bienen al Reyno de Aragon y andan por los lugares de dichos convertidos algunos moriscos que son muy pláticos en las tierras de moros y del turco [...] ».

l'absolution en vertu de l'édit de grâce, ils ne le laisseraient, ni ne se laisseraient prendre »⁵⁹.

Les localités majoritairement morisques de Muel, Ricla, Villafeliche et Calanda, situées au sud de l'Èbre, avaient déjà pris les armes en 1526. De surcroît, Villafeliche, où l'on fabriquait de la poudre⁶⁰, se situait sur la route de Vinaceite et de Calanda, voie, pensait-on, de tous les trafics d'armes avec les voisins valenciens. Ainsi, une lettre des inquisiteurs de Saragosse d'avril 1560 adressée au Conseil Suprême de l'Inquisition précisait dans le cadre de l'affaire Lope de Francia, qu'il fallait demander à ce noble aragonais arrêté pour s'être opposé au Saint-Office « quels morisques transportaient des armes jusqu'au port pour les remettre aux Maures qui venaient d'Alger »⁶¹.

En 1558, la menace turque sur Barcelone paraît avoir suscité grande allégresse chez bon nombre de convertis aragonais et valenciens. S'il faut en croire les affirmations du Saint-Office, « dans de nombreuses localités ils organisèrent des réjouissances publiques pour fêter cela, béhourdant en certains endroits, vêtus à la morisque, courant les taureaux dans d'autres »⁶². Cette liesse liée à un espoir retrouvé face aux chrétiens et à une affirmation de leur identité morisque, ne se démentit pas, semble-t-il, dans les années 70. Ainsi, en 1579, un compte-rendu inquisitorial précise que dans plusieurs villages aragonais situés au sud de Saragosse, les morisques avaient organisé de grandes fêtes « avec tirs d'arquebuses, baladins et trompettes »⁶³.

Les allées et venues de morisques entre l'Aragon et le Béarn n'avaient rien d'in vraisemblable, la frontière étant loin d'être infranchissable. La présence de morisques sur le territoire français est attestée par nombre de documents officiels. La menace barbaresque et turque en Méditerranée était on ne peut plus réelle. Pour toutes ces raisons, les craintes que pouvaient engendrer des morisques susceptibles de « contaminer » les bons chrétiens, laissaient place ou se conjuguèrent à la peur du danger que faisait peser en terres chrétiennes cette cinquième colonne au service du Grand Turc et de l'islam. Dans un tel contexte, le Saint-Office grossit le trait et joua la carte de la démesure. Ainsi, la réponse de l'Inquisition aux requêtes adressées au roi en 1566 par les députés saragossains ne laisse aucun doute sur les perspectives alarmistes du Saint-Office. Les morisques étaient si rebelles et si désireux de voir arriver le Turc qu'il était nécessaire qu'on les désarmât « de sorte

59. AHN, Inq., leg. 1807-1, f. 25v., année 1560 : « que si yvan a prender alguno de los que estavan absueltos por virtud de la gracia no se dexarian y no los dexarian prender ».

60. Une fabrique de poudre fut découverte à Villafeliche dont certains habitants, aidés par les morisques de Calanda, auraient transporté la production jusqu'au littoral au bénéfice du Turc. Sestrica et Morés se distinguèrent également dans la fabrication de poudre, mais il faut tout de même nuancer l'importance de cette production qui, si elle était réellement exportée à Valence, était loin d'être indispensable au Grand Turc et aux barbaresques qui pouvaient parfaitement la fabriquer eux-mêmes.

61. AHN, Inq., leg. 1807-1, f. 15v. : « qué moriscos llevavan armas al puerto de mar para dar a los moros que venían de Argel ».

62. AHN, Inq., lib. 1213, f. 215 : « en muchos lugares hizieron regocijos públicos por ello, en unos jugando cañas vestidos a la morisca, en otros corrieron toros ».

63. AHN, Inq., lib. 964, f. 282 : « disparando arcabuces con juglares y trompetas ».

que si à cause de nos péchés le malheur venait à frapper, nous n'aurions pas chez nous des ennemis plus armés et plus fortifiés qu'au dehors»⁶⁴. L'Inquisition, au-delà de sa mission première qui était la lutte contre l'hérésie, au-delà de sa volonté de régenter les consciences, au-delà de ses propres intérêts économiques, privilégiait des objectifs politiques, mêlant aux intérêts de la nation et du roi dont elle était l'instrument ses propres intérêts, dans le conflit qui l'opposait à une noblesse *fuerista* favorable à l'existence de « milices » armées morisques et farouchement opposée à l'interventionnisme outrecuidant du Saint-Office.

Dans la lutte pour le pouvoir, le « nouveau chrétien » était une fois de plus un enjeu de tout premier ordre. Sa dangerosité potentielle réclamait un renforcement de la présence inquisitoriale sur le territoire aragonais. C'était ce que réclamaient les inquisiteurs en réponse à la *Concordia* ou accord de 1568 qui contentait en partie les nobles *fueristas* et stipulait dans son chapitre XVIII qu'il ne devait y avoir de commissaires du Saint-Office que dans les villes de Lérida (ville catalane qui dépendait de l'Inquisition de Saragosse), Huesca, Tarazona, Daroca, Calatayud, Jaca et Barbastro, ainsi que dans les zones frontalières. Dans cette politique de la présence et du pouvoir, les arguments mis en exergue sont toujours les mêmes : les morisques, crypto-musulmans par excellence, étaient dangereux. Disséminés sur une bonne partie du territoire, ils devaient être contrôlés partout où ils se trouvaient. Ils étaient armés, se déplaçaient facilement, franchissaient fréquemment les frontières du royaume et n'hésitaient pas à tuer. Les propos intentionnellement alarmistes, bien que possiblement fondés sur des faits réels⁶⁵, ne manquaient pas. Le royaume d'Aragon aurait été un coupe-gorge, du reste « il y a de cela quinze ou vingt jours des morisques ont tué un vieux chrétien parce qu'ils le soupçonnaient de s'être rendu à Saragosse pour déposer contre eux »⁶⁶. Ces « nouveaux chrétiens », qui osaient se révolter quand on voulait les réprimer, rendaient la tâche du Saint-Office fort difficile, et c'était principalement sur eux que devaient se concentrer les efforts et les moyens mis ou à mettre en œuvre. Les manipulations du Saint-Office, en quête de moyens et d'un pouvoir accru, sont probables, notamment lorsque les inquisiteurs, pour mieux justifier leurs besoins et indirectement le désarmement des « nouveaux chrétiens », exagèrent le nombre de morisques qui peuplaient diverses localités aragonaises. Ainsi, ils évoquent, à la fin des années soixante, l'existence de 500 et 150 habitants à Calanda et Foz Calanda⁶⁷, localités morisques du Bas-Aragon, soit une population 4,31 et 4,28 fois supérieure à celle que propose le recensement des feux de 1495. Une évolution

64. AHN, Inq., lib. 1213, f. 300 : « de manera que si por nuestros peccados alguna desbentura viniessse no tubiessemos los enemigos mas armados y fortificados dentro de casa que fuera ».

65. Il y eut notamment divers assassinats de membres ou représentants de l'Inquisition auxquels il faut ajouter les meurtres de témoins ou de témoins potentiels. Rappelons entre autres actes de violence le meurtre en 1538 d'un agent du tribunal de Saragosse ou encore l'assassinat en 1556 à son domicile d'un commissaire du Saint-Office, commandité par des morisques aragonais, le meurtre en 1559 de trois familiers et de leur serviteur à Plasencia de Jalón ou encore le meurtre en 1564 d'un autre familier de la localité de La Muela.

66. AHN, Inq., lib. 1213, f. 347 : « abrá quinze o veinte días que unos moriscos mataron un christiano viejo por sospechar havía venido a Çaragoza a depositar contra ellos ».

67. *Ibid.*, f. 346.

bien improbable, et à plus forte raison si l'on considère le comptage réalisé en 1602 par l'Ordre de Calatrava dont dépendaient ces villages, et qu'on le compare aux chiffres donnés par les inquisiteurs. La comparaison montre en effet que Foz Calanda aurait perdu en une trentaine d'années 60 % de sa population⁶⁸.

L'Inquisition se comportait en réalité comme toute organisation désireuse de subsister, voire de prospérer. La répression était en la matière le filon par excellence puisqu'elle était au centre de sa mission et que, de surcroît, dans la deuxième moitié du xvi^e siècle, l'échec de la pastorale, autrement dit l'infructueuse politique éducative et assimilatrice adoptée par une partie du Clergé, la légitimait. Persécutions et coercition étaient les deux pans d'une organisation au sein de laquelle on faisait carrière, et le zèle était de mise au moment de préserver ses prérogatives et d'affirmer son autorité.

Politique étatique et répression

L'action répressive du Saint-Office à l'égard des morisques aragonais et le désir des inquisiteurs de Saragosse de contrecarrer les visées de la noblesse terrienne locale ne signifient pourtant pas que l'Inquisition ait décidé de la politique à mener à l'égard des morisques. L'Inquisition de Saragosse n'était qu'un élément d'une organisation très centralisée chapeautée par un Conseil Suprême, le *Consejo de La Suprema y General Inquisición*, dont les membres étaient nommés par le roi. Les hauts responsables de l'organisation inquisitoriale n'étaient en outre que des éléments parmi d'autres qui, au sein de commissions plurielles et variées quant à leur composition, ne pouvaient qu'émettre des propositions, en espérant, le cas échéant, influencer le pouvoir étatique.

Charles I^{er} d'Espagne avait tempéré l'impétuosité du Saint-Office lorsqu'il fallait évangéliser et éduquer les morisques à la suite d'une conversion forcée qui en faisait des chrétiens malgré eux. Les pressions de la noblesse terrienne avaient, semble-t-il, poussé le roi à supprimer les confiscations de biens (avec un succès discutable, il est vrai). Cependant, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, le durcissement de la politique étatique à l'égard des morisques donna à l'Inquisition de Saragosse l'occasion de se lancer librement dans une œuvre hautement répressive dictée par des impératifs religieux et militaires, pourvoyant notamment les galères du roi en rameurs morisques à une époque où la défense du littoral et le contrôle maritime s'imposaient plus que jamais et pourchassant les « nouveaux chrétiens » suspectés de sédition et de connivence avec l'ennemi.

En 1570, Philippe II s'adressait au vice-roi de Sardaigne établissant un rapprochement entre le soulèvement des Alpujarras, la menace turque en Méditerranée et les morisques des royaumes de Valence et d'Aragon. Il lui faisait part de ses craintes dans la perspective d'un débarquement turc en Sardaigne car « l'Afrique

68. Selon les chiffres et considérations de E. Serrano Martín, « Los moriscos de Calanda y Foz Calanda : condición social y consecuencias de su expulsión », dans *Destierros Aragoneses. Judíos y moriscos*, Zaragoza, Institución Fernando El Católico, 1988, t. I, p. 366-367.

étant si proche les uns et les autres pourront plus facilement s'unir»⁶⁹. Le danger politique était alors étroitement lié à des convictions religieuses qui poussaient à la défense de la chrétienté face à l'infidèle. En Aragon on se faisait l'écho de ces peurs et l'on craignait que la guerre des Alpujarras provoquât des insurrections dont l'épicentre serait Torrellas, localité où les morisques «égorgeront les vieux chrétiens»⁷⁰. Les craintes qu'inspiraient les relations entre les morisques et l'ennemi béarnais ou français étaient tout aussi alarmantes. En 1565 déjà, l'ambassadeur du roi à Paris dénonçait les allées et venues suspectes d'un morisque entre l'Aragon et la France⁷¹.

Après le soulèvement des Alpujarras et la prise en 1574 de La Goulette par les Turcs, les rumeurs de complots propagées notamment par l'Inquisition et révélées ou confirmées par les services secrets du roi contribuèrent à créer une véritable psychose liée au péril turc. À une époque où l'on croyait de moins en moins à l'intégration de ces «nouveaux chrétiens», ce phénomène n'épargna pas l'Aragon, royaume à forte densité morisque soupçonné d'être une place importante de la «diabolique» conspiration musulmane. Les morisques de Torrellas, Brea, Ricla et Calanda étaient, pensait-on, en train de s'armer en vue d'une insurrection. Villafeliche et Almonacid de la Sierra étaient deux autres localités d'importance, potentiellement dangereuses. Les procès de l'Aragonais Gerónimo Bef, détenteur de plusieurs lettres compromettantes du Turc Ameth, et du Valencien Jerónimo Cherrín, syndic de la communauté morisque de Benaguacil, établissaient des relations «coupables» entre les «nouveaux chrétiens» aragonais et l'épouvantail turc, entre ces derniers et le protestant béarnais, mais aussi entre les voisins morisques des royaumes d'Aragon et de Valence⁷². Cet apport de «preuves» tendait à justifier et à conforter une ligne politique qui allait au-delà de l'enjeu social, culturel ou religieux.

Un des complots les plus retentissants fut sans doute celui que les inquisiteurs de Saragosse dénoncèrent au conseil général de la Sainte Inquisition, donnant lieu le 6 mars 1577 à délibération du Conseil d'État. Le procès-verbal de cette délibération, qui porte sur «ce qu'un vassal de Don Pedro de Alagon avait avoué et révélé à propos de ce qu'un certain Duarte tramait avec lesdits morisques par commission et mandat écrit du Turc qui désirait qu'ils se soulevassent»⁷³, révèle l'étendue de la paranoïa, bien que lors de la délibération le vice-chancelier recommandât la prudence et tentât de dédramatiser la situation en affirmant que la flotte du Turc ne pouvait constituer un réel danger notamment parce qu'elle

69. ACA, Registro 4353, f. 129; J. Reglà, *op. cit.*, p. 205 : «estando lo de África tan vecino podrán mejor los unos y los otros darse la mano».

70. AHN, Inq., lib. 965, f. 438 : «degollarán a los viejos cristianos».

71. J. Reglà, *op. cit.*, p. 204.

72. «Lo que se trato en Consejo a VI de março de 1577, sobre lo de los Moriscos del Reyno de Valencia y Aragon», dans Pascual Boronat y Barrachina, *Los moriscos y su expulsión : estudio histórico-crítico*, Valencia, Imprenta de Francisco Vives y Mora, 1901, p. 281-282.

73. *Ibid.*, p. 282 : «lo que un vasallo de Don pedro de alagon avia confessado y rebelado cerca de lo que un Duarte tratava con los dichos moriscos por comission y cartas del turco para que se levantassen».

ne disposait pas de port dans la Péninsule et parce que « pour un morisque il y a vingt vieux chrétiens »⁷⁴.

L'idée d'un complot de grande envergure préparé avec l'ennemi béarnais et turc à Huesca, aux confins de l'Aragon, était dans l'air, mais semblait si inconsistante, si peu crédible que localement l'Inquisition elle-même tarda à y croire, ne condamnant les premiers suspects à des peines diverses qu'en 1578 et 1579, et après qu'ils eussent avoué sous la torture. Il s'agissait des époux Hernando et Mariana Hernández et des frères Miguel et Lorenzo Hernández, quatre supposés espions envoyés en Aragon par ledit Juan ou Yusuf Duarte⁷⁵ qui, selon les éléments réunis par l'Inquisition, était venu d'Alger pour préparer une insurrection en Aragon. Les quatre espions présumés, qui avaient résidé à Huesca, furent condamnés en 1578-1579.

Une insurrection d'importance aurait été également préparée au début des années quatre-vingts par le Valencien Jaime Izquierdo en accord avec les Turcs dans le but notamment de restaurer l'ancien royaume maure de Saragosse⁷⁶. Enfin, en 1588, Calanda aurait été le noyau d'une supposée conspiration du Bas-Aragon morisque.

En matière de complots, les données fournies par le Saint-Office semblent pour le moins subjectives, si l'on tient compte de ses objectifs à l'égard du monde morisque et de la perspective politique qui l'animait. D'autre part, les procédés qu'elle employait sont sujets à caution et leur usage devait souvent déboucher sur la fabrication des « preuves » que l'Inquisition désirait trouver.

Bien que la question et les mauvais traitements fussent au XVI^e siècle des procédés admis et utilisés tant en matière de justice civile qu'inquisitoriale, les requêtes adressées en 1567 par les députés de Saragosse au conseil général de l'Inquisition semblent mettre le doigt sur l'absurdité du système. En cette occasion, ils demandaient aux inquisiteurs d'user de méthodes plus humaines, plus conformes aux *fueros* qui excluaient la torture et le secret, et donc plus respectueuses des droits des accusés, car « il n'est pas rare que pour sortir de prisons si cruelles on ait avoué des délits que l'on n'a jamais commis, ni même imaginés »⁷⁷.

L'usage de la torture, que nous ne dédramatisons ni ne minimisons, et les lourdes peines encourues, poussaient les suspects à dénoncer leurs connaissances, leurs amis et les membres de leur propre famille comme il advint chez les Compañero, Çafar, Albariel et leurs serviteurs soumis à la question⁷⁸. De plus, les règlements de compte et l'envie que suscitait parmi les gens du peuple la réussite sociale des notables morisques incitaient sans doute à produire de faux témoignages qui allaient dans le sens de la politique inquisitoriale du moment.

74. *Ibid.* : « por vn morisco ay XX christianos viejos ».

75. Ánchel Conte Cazcarro, « La Inquisición y los moriscos de la ciudad de Huesca », dans *Homenaje a Don Antonio Gudiol*, Col. Homenajes, n° 5, Huesca, Instituto de Estudios Altoaragoneses, p. 220-221.

76. José Luis Corral Lafuente, « El proceso de represión contra los mudéjares españoles », dans *Aragón en la Edad Media, Homenaje a la profesora Carmen Orcástegui Gros*, n° 14-15, 1999, p. 353.

77. AHN, Inq., lib. 1213, f. 317 : « se a visto que muchos por salir de las cárceles tan crueles an confesado delitos que nunca hizieron ni pensaron ».

78. Á. Conte Cazcarro, art. cit., p. 222-223.

En relation avec l'affaire Izquierdo, un témoin précisait que « à Segorbe, les nouvelles qui venaient de Valence étaient apportées par certaines personnes de haut rang contre lesquelles je dépose, mais ces nouvelles n'étaient pas destinées à tout le monde et parce que Jaime Izquierdo était prisonnier de l'Inquisition de Saragosse, d'autres personnes contre lesquelles je dépose également venaient et devaient servir de lien avec l'Aragon »⁷⁹. Dans le dernier quart du XVI^e siècle, ces « personnes de haut rang », ces notables morisques, étaient justement les individus les plus visés par l'Inquisition, non seulement parce que leur richesse pouvait paraître suspecte, mais aussi parce qu'ils avaient une grande influence au sein d'une communauté morisque où ils faisaient autorité. Pour en finir avec le problème morisque et les conspirations, « le remède qui semble convenir le mieux, c'est d'arrêter leurs ulémas et leurs notables »⁸⁰, affirme en 1579 un compte-rendu de procès inquisitorial. Ainsi, le riche marchand aragonais Enrique Compañero fut impliqué dans l'affaire Izquierdo et fut brûlé lors de l'autodafé saragossain de 1581. Les Compañero, famille de riches propriétaires et commerçants originaires de Huesca qui finit par émigrer à Saragosse et à Calanda, subirent une terrible répression qui révèle un grand acharnement de la part de l'Inquisition à l'endroit de cette « aristocratie » morisque. Les persécutions mises en évidence par les chercheurs espagnols Carmen Ansón Calvo et Ánchel Conte Cazcarro⁸¹ décimèrent aussi les Çafar de Huesca apparentés aux Compañero et aux Albariel et anéantirent Gaspar Zaydejos et sa famille, riches morisques de Torrellas.

Ces « nouveaux chrétiens » étaient pour leurs ennemis d'autant plus dangereux qu'ils étaient parfaitement intégrés socialement et qu'ils détenaient une portion de pouvoir aussi suspecte que leur fortune. Ainsi, Hernando Çafar fut recteur de la Confrérie d'ouvriers et paroissiens de la très catholique église et basilique de San Lorenzo de Huesca et jurat de la ville en 1546 et 1557 respectivement. Esperanza Çafar se maria avec Juan Felices, membre d'une prestigieuse famille de la petite noblesse locale⁸². Plusieurs membres de la famille Çafar furent procureurs des Commandeurs de Huesca et prêtèrent de l'argent tant à la noblesse qu'au clergé⁸³. Les Ovex d'Almonacid de la Sierra occupèrent des charges importantes au sein du conseil municipal de leur localité. Gaspar Zaydejos fut, quant à lui, jurat et juge de Torrellas et même percepteur des impôts⁸⁴, ce qui laisse entendre la confiance qu'accordait à ce morisque le seigneur des lieux. Ledit Zaydejos fut du reste accusé d'être resté fidèle à l'islam, d'avoir maintenu une correspondance codée avec

79. P. Boronat y Barrachina, *op. cit.*, p. 281 : « las nuevas que venian de Valencia a la dicha ciudad de Segorve las trayan ciertas personas principales que declaro y no a todos y por estar Jayme Izquierdo preso en la Inq.^a de Çaragoça venian otras personas que declaro, por cuyos medios se comunicarian en Aragon ».

80. AHN, Inq., Lib. 964, f. 282 : « el remedio que parece más conveniente es prender a los alfaquíes y principales dellos ».

81. Ánchel Conte Cazcarro, *Los moriscos de la ciudad de Huesca*, Col. Estudios Altoaragoneses, n° 58, Huesca, Instituto de Estudios Altoaragoneses, 2009, 490 p. ; Carmen Ansón Calvo, art. cit., p. 233-262.

82. Á. Conte Cazcarro, art. cit., p. 214-216.

83. Á. Conte Cazcarro, *op. cit.*, p. 399.

84. C. Ansón Calvo, art. cit., p. 241.

Jaime Izquierdo, d'avoir été un des leaders de diverses conspirations et insurrections, de s'être opposé au désarmement des morisques, mais aussi d'avoir été l'ami du comte de Ribagorce, Don Juan Alfonso de Aragón y Gurrea, poursuivi par la justice pour le meurtre en 1571 de sa femme et d'être une connaissance du duc de Villahermosa, Don Martín, père de Don Juan Alfonso et seigneur de Torrellas.

Si la condamnation de ces riches et puissants morisques représentait pour le Saint-Office un intérêt financier, l'enjeu politique, dans le contexte particulièrement agité de la seconde moitié du xvi^e siècle, semble être, comme nous venons de le suggérer, l'élément prépondérant dans ces persécutions systématiques.

Si la répression fut plus systématique pour l'« aristocratie » morisque et fut particulièrement violente pour les notables de Huesca de 1578 à 1587⁸⁵, elle toucha toute la communauté morisque et s'accrut, pour ce qui est du tribunal de Saragosse, à partir de 1575, après une légère baisse d'activité de 1571-1575 due sans doute à la peur que la guerre des Alpujarras ne s'étendît aux territoires de la Couronne d'Aragon à forte population morisque⁸⁶. L'œuvre répressive atteignit quantitativement deux points culminants en 1581-1585 et 1606-1610, les morisques constituant de plus, pour ces deux périodes, respectivement 77,24 et 84,77 % du nombre des accusés dans les causes de foi hors temps de grâce⁸⁷. La fin de siècle fut donc particulièrement difficile pour les « nouveaux chrétiens » aragonais, pris dans un engrenage politico-religieux dont Philippe II était le grand ordonnateur.

L'agitation qui secouait l'Aragon semblait inciter à davantage de fermeté. En 1588, les morisques de Calanda avaient pris les armes tout comme ceux de la Puebla de Albortón qui furent rejoints par les morisques de « Codo, Vinaceyt, Aceylla, la Çayda et d'autres localités ainsi que par de nombreux mahométans valenciens »⁸⁸. Ces graves événements s'inscrivaient dans un contexte plus large marqué par le conflit armé qui opposa de 1585 à 1589 les montagnards du nord de l'Aragon, appuyés par les bandits de Lupercio Latrás aux morisques des terres basses, épaulés par les seigneurs dont ils étaient les vassaux et les Béarnais du futur roi de France Henri IV. Cette véritable guerre civile, qui provoqua des tueries de part et d'autre, suscita de réelles inquiétudes, à un moment où la dégradation des relations entre chrétiens et morisques atteignait son paroxysme.

À la fin du règne de Philippe II, le vice-chancelier d'Aragon envoyait au monarque des propositions destinées à trouver une solution au problème morisque posé par la proximité du Béarn. Le document précise qu'il serait bon de contrôler cette zone frontalière et d'interdire tout passage de morisques en terres huguenotes. Pour cela, le vice-chancelier conseillait au roi de nommer « un capitaine de guerre qui se chargerait de cela et de tout ce qui pourrait advenir aux frontières du Béarn et en d'autres lieux, car il n'est pas bon de s'en passer un seul instant par

85. Á. Conte Cazcarro, art. cit., p. 339-352.

86. Il en fut de même pour le Tribunal de Valence dont dépendait le diocèse de Teruel. Voir à ce propos Ricardo García Cárcel, « L'Inquisition de Valence », dans *Les morisques et l'Inquisition*, op. cit., Tableau XII, p. 163.

87. D'après les chiffres donnés par J. Fournel-Guérin, art. cit., p. 182.

88. AMA, *Baltasar Royo*, Protocolos Notariales, f. 946 ; José Antonio Mateos Royo, art. cit., p. 383 : « Codo, Vinaceyt, Aceylla, la Çayda y otros dos lugares y muchos moros valencianos ».

les temps qui courent, et surtout parce que les inquisiteurs ont averti du danger qui menace en semblable affaire»⁸⁹.

En 1609, les troubles d'Hornachos⁹⁰, la découverte de nouveaux indices ou « preuves » de collusion entre les morisques aragonais et le gouverneur du Béarn, et les rumeurs d'ambassades morisques en Afrique du Nord, firent craindre un soulèvement généralisé et déterminèrent une expulsion morisque déjà envisagée depuis quelques décennies⁹¹. Le désir de donner une unité religieuse et politique à une Espagne qui au cours du xvi^e siècle avait prétendu donner des leçons sur ce point au reste de l'Europe était, comme au temps des Rois Catholiques, un impératif. La construction d'une nation homogène sur les plans spirituel et politique semblait nécessaire, d'autant plus que le morisque était jugé par beaucoup inassimilable et potentiellement dangereux. L'unité de la foi se devait d'être l'édifice de l'ordre social et politique garanti par le roi.

Affaiblissement nobiliaire face au diktat royal conquérant

L'expulsion des morisques s'effectua à un moment où la noblesse *fuerista* et les seigneurs de morisques avaient déjà perdu la partie dans la lutte pour le pouvoir face au diktat royal relayé par le Saint-Office. Confrontées à la montée de l'absolutisme, les positions *fueristas* de la noblesse avaient connu un certain recul dominant lieu dans la deuxième moitié du xvi^e siècle à une nette division nobiliaire. Si une partie de l'aristocratie défendait les « libertés » héritées du Moyen Âge, une fraction de cette dernière était favorable au roi et semblait s'accommoder des nouvelles options absolutistes, notamment lorsqu'elle était payée de retour par quelques charges royales fort prisées. Ce fut le cas de quelques comtes de Sástago et de Morata qui accédèrent notamment aux fonctions de vice-roi d'Aragon⁹². Le

89. ACA, CA, 22I, IV, 30; J. Reglà, *op. cit.*, 1974, p. 216 : « un capitan de guerra, el qual se encargase de ello y de lo demás que se ofreciese en las fronteras de Vearne y otras partes, que no es bien se esté un punto sin él estos tiempos, mayormente avisando los inquisidores el peligro en que aquello está ».

90. Cette localité située près d'Almendralejos, au sud de l'Estrémadure, était essentiellement habitée par des morisques. La communauté d'Hornachos, qui durant des décennies avait bénéficié d'une certaine autonomie grâce à son isolement géographique, à la peur qu'elle inspirait et à de probables soutiens extérieurs, perpétrait, selon les procès inquisitoriaux, toutes sortes de délits et de crimes allant des vols et agressions aux meurtres et pratiques hérétiques. Les « nouveaux chrétiens » d'Hornachos furent expulsés vers l'Afrique du Nord quelques mois avant les autres morisques d'Estrémadure.

91. En septembre 1582 déjà, une assemblée à laquelle participaient notamment le duc de Chinchón et le duc d'Albe, préconisait l'expulsion des morisques. Celle-ci devait se limiter dans un premier temps au royaume de Valence et devait être accompagnée d'une indemnisation des seigneurs lésés sur le plan économique par ladite expulsion (AGS, Estado, leg. 212 et Tulio Halperín Donghi, *Un conflicto nacional : moriscos y cristianos viejos en Valencia*, Valencia, Institución Alfonso el Magnánimo, 1980, p. 188).

92. Pedro Martínez de Luna, comte de Morata (1539-1554), Artal de Alagón, comte de Sástago (1575-1588) et Miguel Martínez de Luna, comte de Morata et fils de Pedro Martínez de Luna, nommé vice-roi d'Aragon juste après la mort du marquis d'Almenara en 1591 et rapidement destitué par Philippe II.

comte de Fuentes, Carlos Fernández de Heredia – fils pourtant du *fuerrista* Juan Fernández de Heredia et frère de Diego de Heredia, noble fortement impliqué dans les événements de 1591 – était un « fervent serviteur de Sa Majesté et inspirait pour cette même raison crainte et méfiance aux protecteurs de Pérez »⁹³. En 1591, au sein même de la *Diputación General del Reino* les tendances étaient diverses. À côté de *fuerristas* et agitateurs convaincus comme Miguel Furlán de Alaviano siégeaient le modéré Martín de Espés de Alagón y de Castro, baron de Laguna ou le serviteur zélé du roi et du Saint-Office, Jerónimo de Oro⁹⁴.

Les événements de 1591, liés à l'affaire Antonio Pérez, constituèrent le point culminant d'une situation conflictuelle qui avait opposé durant tout le xvi^e siècle la noblesse *fuerrista* à l'Inquisition et au roi⁹⁵. Les Cortès de Tarazona de 1592 portèrent un dur coup au système politico-social hérité du Moyen Âge. Les institutions aragonaises (essentiellement les Cortès, la *Diputación General del Reino* et le *Justiciazgo*⁹⁶) ne furent pas supprimées et les *fueros* ne furent pas abolis. Cependant, leur champ d'action fut fortement réduit : l'unanimité des quatre ordres exigée aux Cortès pour produire des *fueros* fut annulée, les doléances présentées au roi lors de ces états généraux furent limitées, on décréta que le *Justicia de Aragón* pourrait être nommé et révoqué à tout moment par le roi et l'on imposa aux autorités aragonaises l'obligation de remettre tout fugitif à la justice de son royaume d'origine condamnant de la sorte le privilège de la *Manifestación*⁹⁷ qui avait permis à Antonio Pérez d'échapper à la justice inquisitoriale et par là même au roi. Pour sanctionner toute manifestation en faveur des « libertés » on édicta de lourdes peines. L'approbation d'un nouveau *fuero* détermina que le roi et ses successeurs pouvaient nommer un vice-roi « natif dudit Royaume ou étranger à leur guise [...] et ce, jusqu'aux prochains états généraux »⁹⁸. La liberté d'impression fut abolie.

La *Diputación General del Reino* qui, avec le *Justicia Mayor del Reino*, avait été le fer de lance institutionnel de la contestation, vit ses prérogatives en partie dévolues au président de la *Real Audiencia*, tribunal royal par excellence. Un nouveau *fuero* plaçait la Garde du royaume chargée d'assurer la sécurité en terres d'Aragon sous tutelle du vice-roi ou du président de la *Real Audiencia*⁹⁹. Dans une lettre datée du 4 avril 1592, le comte de Morata, vice-roi d'Aragon, interdisait au nom du roi à la *Diputación General del Reino* de « convoquer quelque ville ou localité

93. Pidal (Marqués de), *Historia de las Alteraciones de Aragón en el reinado de Felipe II*, Apéndice de Documentos inéditos, Madrid, Imprenta de Gil Martín Alegría, 1862, t. 2, p. 37-38 : « decidido servidor de S.M., y por lo mismo mirado con recelo y desconfianza por los fautores de Perez ».

94. José Ángel Sesma ; José Antonio Armillas, *op. cit.*, p. 120, d'après ADZ (Archivo de la Diputación de Zaragoza), *Libros de Asistencias y Pólizas de los Señores Diputados*, Ms. 259.

95. Notamment à propos des nominations de hauts dignitaires étrangers dans le royaume (affaire des vice-rois étrangers).

96. Charge du *Justicia Mayor del Reino* ou Grand Juge des Aragonais.

97. Voir note 43.

98. Pascual Savall Dronda, Santiago Penén y Debesa (éd.), *Fueros y Observancias del Reino de Aragón*, Saragosse, 1866, t. 1, p. 439 : « á su libre voluntad, natural, ó estrangero del dicho Reyno [...] y esto hasta las primeras Cortes ».

99. *Ibid.*, p. 436.

du Royaume que ce soit dans le but de former une coalition »¹⁰⁰. Enfin, sa gestion financière des *generalidades* fut soumise à contrôle¹⁰¹.

L'Inquisition, parce qu'elle était au service du pouvoir royal, mais aussi parce qu'elle avait été meurtrie par l'affront subi durant les événements de 1591, se mêla au processus répressif. Le procès-verbal de l'autodafé de Saragosse du 20 octobre 1592 révèle la participation de groupes morisques aux événements de 1591 et donc l'adhésion ou le soutien de ces derniers à la cause *fuerista*. Pedro Ufes, Luis Tendero, Tomás Ferrauí et Pedro Quintana furent condamnés pour avoir incité ou mené d'autres morisques à la révolte, pour s'être opposés au Saint-Office, avoir médité de l'Inquisition et/ou s'être opposés à ses représentants. Le procès-verbal de l'autodafé tente bien de justifier les condamnations en les liant à de possibles « délits de foi »¹⁰², mais il cache mal une répression politique et la revanche d'un Saint-Office malmené durant les événements. Ainsi, à propos de Tomás Ferrauí, le procès-verbal stipule : « On l'a accusé parce qu'il a accompagné quelques morisques à la Aljafería¹⁰³ le 24 mai, mais aussi parce qu'il est soupçonné de vivre selon sa loi et ne sait absolument pas se signer »¹⁰⁴.

Les Cortès de Tarazona de 1592 et la répression qui suivit les révoltes saragossaines de 1591¹⁰⁵ furent déterminantes. Le pouvoir politique dans sa version médiévale échappa à une noblesse qui, n'ayant pas perdu ses droits et privilèges socio-économiques¹⁰⁶, n'avait pas de raisons objectives de s'aventurer dans un

100. BNE, Ms. 9823, f. 134 : « convocar a ninguna ciudad, villa, ni lugar del Reyno para que se junten ».

101. P. Savall Dronda, S. Penén y Debesa, *op. cit.*, p. 436.

102. Fausto Garasa, « Affirmation du pouvoir royal et censure dans l'Aragon moderne », CIREMIA (Centre interuniversitaire de recherche sur l'éducation et la culture dans le Monde Ibérique et Ibéro-Américain) [en ligne] : *Figures de la censure dans les mondes hispanique et hispano-américain*, 25 juin 2009, p. 6 : <http://ciremia.univ-tours.fr/activ.html> (Rubrique « En accès direct »).

103. Prison Saragossaine de l'Inquisition où fut enfermé un temps Antonio Pérez.

104. M. Gracia Rivas, *op. cit.*, p. 310 : « Fue acusado haber ido con algunos moriscos el día 24 de mayo a la Aljafería y por sospecha que vivía con su ley y no sabía persignarse ni santiguarse ».

105. Le *Justicia de Aragón*, Juan de Lanuza V, le Jeune, garant et symbole des droits et libertés aragonais, fut exécuté le 20 décembre 1591. Le député Juan de Luna fut exécuté le 19 octobre 1592, Miguel Furlán de Alaviano et le doyen du chapitre de la cathédrale de Teruel, Luis Sánchez de Cutanda, furent incarcérés et l'on confisqua la plupart des biens de leurs confrères qui avaient pris la fuite. De nombreux condamnés pour raisons politiques prirent part aux autodafés inquisitoriaux. Une liste de justiciables en fuite et de condamnés à la suite des événements de 1591 se trouve à la fin de l'ouvrage de Pidal (Marqués de), *Historia de las Alteraciones de Aragón en el reinado de Felipe II*, Apéndice de Documentos inéditos, Madrid, Imprenta de Gil Martín Alegría, 1863, t. 3, p. 303-323.

106. Les privilèges socio-économiques des seigneurs n'avaient été ni menacés, ni restreints. Charles I^{er} et son fils Philippe II les avaient respectés, se voyant même dans l'obligation de traiter le cas échéant avec la noblesse pour en finir avec le système constitutionnel aragonais, qui en réalité constituait le problème majeur de la monarchie. La noblesse, qui était le principal soutien d'un parlementarisme moyenâgeux, était aussi, en tant que classe dominante, le principal étai d'une monarchie qu'elle ne mettait d'ailleurs pas en cause en tant que telle. En effet, les *fueristas* eux-mêmes et les auteurs de chroniques apologétiques du premier tiers du XVII^e siècle (F. Garasa, *art. cit.*, p. 17-22) tendaient à dédouaner le roi en imputant les attaques menées contre les « libertés d'Aragon » aux ministres et mauvais conseillers du monarque. Quelques pasquins anonymes dénonçaient toutefois la responsabilité du roi lors des événements de 1591, tel celui qui prétendait que « El rey que debajo mano tiraniza libertades, / no le ofendan las verdades / si le tratan de tirano » (J. Gascón Pérez, *Aragón en la monarquía de Felipe II. Oposición política*,

combat d'arrière-garde¹⁰⁷ contre une monarchie toute puissante. Dès lors, l'avenir politique consista à s'intégrer du mieux possible dans un État moderne régi par un pouvoir dont l'épicentre était la Castille, et d'occuper les charges que le pouvoir royal offrait. Cependant, à la différence d'une bonne partie de la noblesse, les seigneurs de morisques durent affronter une dure épreuve : l'expulsion de leurs vassaux décrétée par l'édit de 1610¹⁰⁸. L'enjeu était de taille puisqu'ils perdaient tout simplement le fondement même de leur pouvoir socio-économique.

L'enjeu de cette expulsion, nous l'avons vu, n'était pas que religieux. Il eut été d'ailleurs bien difficile de la justifier au nom de la défense de la foi chrétienne, dans la mesure où d'amples secteurs de la société ne croyaient plus depuis longtemps en une conversion sincère des morisques, alors qu'ils s'accommodaient pour des raisons socio-économiques et financières de cette présence crypto-musulmane fort utile tant pour l'Inquisition que pour les seigneurs de morisques. L'économie du pays allait indubitablement pâtir d'une expulsion controversée¹⁰⁹, mais l'enjeu politique et militaire devint un élément passionnel capital fondé sur le souvenir des attaques barbaresques et turques sur le littoral méditerranéen (prise de Ciudadel de Minorque en 1558), de l'insurrection morisque des Alpujarras (1568-1571), et de la prise en compte du banditisme morisque¹¹⁰ et des complots dans lesquels les « nouveaux chrétiens » aragonais, de même avec les Valenciens et l'ennemi béarnais, étaient supposés jouer un rôle non négligeable.

Une telle expulsion, comme celle des juifs à la fin du xv^e siècle, n'allait pas se faire sans mal. Elle entraînait la perte de rentrées d'argent indispensables au bon fonctionnement de l'Inquisition et ruinait la noblesse terrienne dont les terres n'étaient plus cultivées. Elle ruinait aussi les financiers qui avaient prêté de l'argent aux « nouveaux chrétiens » et à leurs seigneurs, lesquels, en s'appropriant les biens des expulsés devenaient également responsables des dettes de ces derniers¹¹¹. Elle mettait également à mal l'artisanat en de nombreuses contrées du royaume et posait le problème du repeuplement par de « vieux-chrétiens » des terres abandonnées, alors que l'Église qui jusqu'alors n'avait pas perçu de dîme sur les morisques la réclamait.

Les « nouveaux chrétiens », qu'ils fussent vassaux ou riches commerçants, cessaient d'être à partir d'alors un enjeu économique et ne constituaient plus un élément de pouvoir pour des seigneurs terriens qui de plus avaient dû abdiquer politiquement sous les coups de boutoir de l'absolutisme royal.

Zaragoza, *Rolde de Estudios Aragoneses*, 2007, t. 2, p. 114).

107. L'abolition du régime seigneurial ne fut officialisée qu'en 1837 sous l'impulsion du rationalisme libéral bourgeois, ce qui par ailleurs ne signifie pas que dans les faits tout privilège seigneurial eût totalement disparu après cette date.

108. Signé à Valladolid par Philippe IV le 17 avril, il fut publié à Saragosse le 29 mai.

109. T. Halperin Donghi, *op. cit.*, p. 180-209.

110. Citons les méfaits du morisque Torrerico considéré en juin 1591 par le conseil d'Aragon comme la cause de la guerre entre montagnards et « nouveaux chrétiens » des terres basses (1585-1589) : ACA, CA, 221, III, 6 ; J. Reglà, *op. cit.*, p. 210.

111. Le problème du recouvrement des dettes fut à l'origine de nombreux procès entre les créanciers et les seigneurs désargentés, ce qui poussa Philippe III à obliger les créanciers à renoncer à la voie judiciaire et à négocier à la baisse avec la noblesse terrienne.

Face à l'expulsion des morisques aragonais, la *Diputación General del Reino*, qui avait perdu autonomie et véhémence revendicative, se borna à envoyer au roi une très académique et très timide protestation qui se fondait sur des considérations économiques¹¹². Il semble, par ailleurs que les seigneurs de morisques aient accepté l'expulsion comme un mal nécessaire, qui cependant les ruinait et leur faisait perdre un temps leur prestige.

Pour cette noblesse terrienne, les conséquences économiques de l'expulsion furent très importantes et dans certains cas catastrophiques. Les plus hautes autorités en avaient parfaitement conscience. Ainsi, le marquis d'Aytona, vice-roi d'Aragon, dans une lettre adressée à Philippe III en juin 1610, résumait parfaitement la situation : « Avec l'expulsion des morisques ils perdent leurs vassaux et leurs revenus et ce, jusqu'à ce qu'ils trouvent de nouveaux vassaux pour repeupler et cultiver leurs terres. Si cet édit les oblige à payer la dîme pour des terres qui n'exigeaient pas un tel paiement, il ne leur restera plus rien »¹¹³.

Le repeuplement des fiefs seigneuriaux par des « vieux chrétiens » s'avéra fort difficile. Dans certains cas, la mise en place de chartes ou contrats de repeuplement, impliquant des conditions fiscales et d'exploitation semblables à celles auxquelles étaient soumis les morisques, n'incitèrent guère ces « vieux-chrétiens » à repeupler des terres qui restèrent longtemps en friche. C'est ce qui advint dans plusieurs localités dépendant du comte d'Aranda (Urrea de Jalón, Nigüella, Sestrica et Mesones) ou du duc de Híjar (Belchite, Híjar, Vinaceite). À Híjar et Belchite, la charte de 1611 ne permit de remplacer, respectivement, que 22,69 % et 15,16 % des expulsés¹¹⁴. À Vinaceite les chartes de 1611 et 1615 furent un échec. La localité continua même d'être dépeuplée au-delà de 1622. La charte de 1636 constata cet échec, proposa des conditions plus acceptables, permit un certain accroissement de la population et servit de référence durant toute la période moderne¹¹⁵. Les localités du comté d'Aranda furent régies par une succession de chartes qui révélaient leur inefficacité. Enfin, à Calanda qui dépendait de l'ordre de Calatrava, de sérieux problèmes juridiques firent que la première charte de repeuplement fut tardive (1628). Si l'on s'en tient à l'évolution de la population qui passa de 1628 à 1650 de 119 à 140 habitants¹¹⁶, on peut penser que ses effets furent modestes. Cependant, à Letux, fief de Don Luis de Bardaxí, une fois le problème des cens réglé, une première charte réussit à attirer 24 familles, mais la destruction

112. BNE, Ms. 9824, f. 54-57; José Antonio Armillas; Enrique Solano, « La Diputación de Aragón. Entre el rey y el reino », dans *IVS FUGIT*, Revista Interdisciplinar de Estudios Histórico-Jurídicos, n° 1, 1992, p. 32.

113. ACA, CA, 221, II, 18 : « Con la expulsión de los moriscos pierden sus vasallos y sus rentas, hasta que hallen pobladores que cultiven sus tierras. Con este edicto, si an de pagar diezmo las tierras que no le pagavan, pierden sus haciendas del todo ».

114. Selon les chiffres donnés par C. Ansón Calvo *La expulsión de los moriscos del Señorío de Híjar : una pérdida de valor incalculable*, Archivo Ducal de Híjar, p. 7.
<http://www.archivoducaldehijar.archivoabierto.com/articulos/ado22.pdf> (document consulté le 12/08/2009).

115. E. Serrano Martín, *Vinaceite y su Historia*, Ayuntamiento de Vinaceite, p. 12. http://lostimarras.com/vinaceite/Archivos/Historia_Memoria_Viva.pdf (document consulté le 08/07/2009).

116. Statistiques données par E. Serrano Martín, « Los moriscos de Calanda y Foz Calanda : condición social y consecuencias de su expulsión », art. cit., p. 366.

des facteurs de production (infrastructures, vignes, plantations) après trois ans d'abandon et les difficultés des nouveaux vassaux à s'adapter aux cultures en terres irriguées provoquèrent le départ d'un certain nombre d'entre eux, à tel point que le nombre d'habitants d'avant l'expulsion ne fut égalé qu'au siècle suivant¹¹⁷.

Bon nombre d'ex-seigneurs de morisques et leurs descendants durent affronter des situations catastrophiques. Juan Francisco Fernández, duc de Híjar et comte de Belchite, en fut même réduit à envoyer un placet au roi, daté du 25 juin 1611, dans lequel il lui expliquait sa difficile situation et avec grand pathétisme demandait pour ses pauvres filles « remède et établissement »¹¹⁸.

Épilogue

Au XVI^e siècle, l'organisation politico-sociale du royaume d'Aragon était encore très marquée par un héritage médiéval impliquant l'existence de *fueros*, d'un parlementarisme et d'une politique du pacte qui servaient de liens entre le roi et les classes dominantes. Le pouvoir politique et socio-économique était partagé par de nombreux acteurs, le plus souvent rivaux, alors que l'existence de multiples juridictions sous-entendait des domaines d'influence particuliers, des prés carrés et des conflits d'intérêt.

La condition sociale de la plupart des morisques aragonais était le fruit de cet héritage médiéval. Soumis à un vasselage sans doute plus dur que celui que subissait une partie des « vieux-chrétiens », ils constituaient pour leurs seigneurs un enjeu économique privilégié. Dans un royaume où 15 à 20 % de la population était morisque, les « nouveaux chrétiens » étaient également une importante source de revenus pour le Saint-Office, qui trouvait dans cette communauté suspecte par essence matière à autofinancer une bonne partie de ses activités. En s'en prenant à leur gagne-pain, elle entraînait en concurrence avec les seigneurs de morisques. L'Inquisition, jamais vraiment acceptée par une société qui la considérait comme un élément étranger, outrepassait qui plus est les limites que lui imposait sa mission première, c'est-à-dire la lutte contre l'hérésie, et empiétait sur les droits et les juridictions des seigneurs locaux. Dans de telles circonstances, l'affrontement entre les seigneurs de morisques, soutenus par la noblesse *fuerista*, et le Saint-Office, était inévitable.

Le Saint-Office, en faisant fi des droits et privilèges séculaires de la noblesse terrienne, créait en réalité les conditions d'un conflit alimenté par une dynamique répressive que dictaient sa propre fonction, la nécessité d'affirmer son autorité et son pouvoir face à l'opposant seigneurial, le désir d'exister et les exigences d'une politique royale dont elle était l'instrument. Cette dernière s'endurcit envers les « nouveaux chrétiens » au fur et à mesure que les périls turc et béarnais semblaient se préciser, que se multipliaient les rumeurs les plus folles sur de sup-

117. Miguel Plou Gascón, « Los moriscos de Letux y consecuencias de su expulsión », dans *Destierros Aragoneses. Judíos y moriscos*, Zaragoza, Institución Fernando El Católico, 1988, t. 1, p. 300.

118. C. Ansón Calvo, *La expulsión de los moriscos del Señorío de Híjar : una pérdida de valor incalculable*, op. cit., p. 8 : « remedio y colocación ».

posées conspirations qui tendaient à accréditer la thèse du soulèvement généralisé des crypto-musulmans, de cette cinquième colonne qui inspirait tant de crainte et de mépris. Dans le dernier tiers du siècle, l'échec de la pastorale et la psychose du complot générée, renforcée ou colportée à l'occasion par une Inquisition zélée, allaient légitimer pleinement l'œuvre répressive du Saint-Office, qui n'hésita pas à s'acharner sur une « aristocratie » morisque fortunée et d'autant plus suspecte et dangereuse qu'elle était influente et socialement intégrée.

En cette fin de siècle, alors que la noblesse *fuerista* affaiblie était muselée, le morisque, qu'elle avait soutenu non par philanthropie mais par intérêt, se transformait en enjeu politique et religieux national. Au début du siècle suivant, la monarchie et ses conseillers, après de multiples hésitations, finirent par choisir l'option de l'expulsion, affirmant ainsi la prédominance d'une chrétienté qui était sans doute déjà considérée comme le ciment culturel et politico-social d'une nation face à l'Autre, face à l'ennemi.

Une noblesse, sans réel pouvoir politique après la répression qui suivit les événements de 1591, accepta l'expulsion comme un service rendu au roi, une expulsion qui, en éliminant les fondements du pouvoir des seigneurs de morisques, causait aussi leur ruine. La victoire de l'absolutisme coïncidait avec l'affirmation d'un État moderne qui passait par l'élimination des particularismes locaux et la recherche d'une unité politico-religieuse au service d'une nouvelle conception de la réalité nationale. Il reste que les morisques pendant près d'un siècle avaient été savamment maintenus dans une marginalité tant par leurs seigneurs que par l'Inquisition, de telle sorte que leur « aventure » pouvait difficilement déboucher sur autre chose que le rejet.